



Pour éviter l'autoritarisme, démocratisons la démocratie

Published: March 13, 2026 12.16pm CET

Une assemblée citoyenne organisée par des gilets jaunes le 22 janvier 2019. Romain Lafabrègue/AFP



Face au risque de voir le régime démocratique basculer vers l'autoritarisme en raison de la désaffection de ses citoyens, il est urgent de regagner leur confiance en leur donnant un plus grand rôle dans la conduite des affaires publiques, et en leur proposant une véritable éducation démocratique.

La démocratie en France souffre de pathologies dont beaucoup lui sont propres. Certes, la France n'est nullement le seul pays au monde à subir une désaffection croissante des citoyens vis-à-vis de leurs gouvernants, à connaître une montée en puissance des partis d'extrême droite, à se révéler incapable de juguler la montée des inégalités sociales ou de protéger ses citoyens des effets du dérèglement climatique et de la destruction de la biodiversité. Mais dans peu de pays européens comparables, le niveau de défiance des citoyens vis-à-vis de leurs institutions et de leurs gouvernants est aussi fort.

Le système politique, quant à lui, semble incapable de répondre aux aspirations citoyennes. L'inertie du cadre institutionnel est forte. Alors que les citoyens approuvent assez largement l'introduction de la représentation proportionnelle ou l'élargissement du recours au référendum, toute réforme significative des institutions semble pour le moment pratiquement impossible.

Author



Loïc Blondiaux
politiste, Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Disclosure statement

Loïc Blondiaux est membre du CA de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne ainsi que de la Commission Nationale du Débat Public.

Partners



Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne provides funding as a member of The Conversation FR.

[View all partners](#)

DOI

<https://doi.org/10.64628/AAK.dgm4733dc>



**We believe in the
free flow of
information**

C'est l'absence de volonté politique réelle en faveur de la transformation de ces mêmes institutions et la crainte de la part de ceux qui sont parvenus au pouvoir selon certaines règles d'en changer qui expliquent ce quasi-statut quo et cette impasse. Au final, tout se passe comme si les dirigeants des partis politiques français avaient fait leur la formule du prince Salina dans le roman *le Guépard* (1958), de Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « Il faut que tout change pour que tout reste comme avant. » (« *Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi* »)

Nous voudrions pourtant défendre l'idée selon laquelle il existe des solutions politiques, disponibles dès à présent, pour sortir démocratiquement et par le haut de cette impasse.

Répondre aux problèmes de la démocratie par l'introduction de plus de démocratie

Il importe en premier lieu de repenser la place et le rôle des citoyens ordinaires dans le processus représentatif. Ceux-ci ne peuvent plus et ne veulent plus se contenter d'un rôle de simples consommateurs ou spectateurs de la politique. Si le cadre de la démocratie représentative, tel qu'il a été conçu à la fin du XVIII^e siècle par les pères fondateurs du « gouvernement représentatif », en fait une simple « aristocratie électorale » de représentants jugés plus sages et plus compétents que le peuple pour prendre des décisions, il est plus que jamais nécessaire de permettre et d'encourager la participation de ce dernier au pouvoir.

Tout indique par exemple, aujourd'hui, qu'il ne pourra y avoir de transition écologique juste sans une implication et une responsabilisation des citoyens. Le mouvement dit des « gilets jaunes » illustre cette nouvelle donne, puisqu'il s'est constitué dans un premier temps contre la « taxe carbone » imposée à tous, sans compensation pour les revenus les plus faibles et sans consultation aucune de la population.

Toute transformation affectant les modes de vie ou le pouvoir d'achat qui serait imposée d'en haut, sans que ceux qui sont les plus directement concernés puissent participer à des choix qui les touchent, risque d'être rejetée par une grande partie de la population.

L'exemple à l'inverse de la Convention citoyenne sur le climat a montré que, dès lors qu'ils sont associés et incités à s'impliquer dans la construction de politiques qui leur paraissent justes socialement et efficaces d'un point de vue environnemental, les

citoyens jouent le jeu et sont beaucoup plus ambitieux que les élus.

Un choix à faire : la participation citoyenne ou le despotisme

L'un des principaux facteurs de la défiance actuelle des citoyens vis-à-vis des gouvernants est le sentiment de ne plus être représentés politiquement. Une fraction croissante de la population semble par ailleurs avoir perdu confiance dans la capacité des élections et des partis de gouvernement qui se succèdent au pouvoir à améliorer leurs conditions de vie. Ces deux attitudes les conduisent souvent à espérer qu'un pouvoir d'extrême droite se révélera à la fois mieux capable de tenir compte de leurs intérêts et de prendre des décisions politiques efficaces. Sauf à se résigner à un tel tournant autoritaire, le seul moyen aujourd'hui de légitimer les décisions prises et de redonner confiance en la politique est bien d'associer les citoyens au processus de décision.

Depuis maintenant près de deux décennies, des expériences de démocratie délibérative et participative se sont multipliées à travers le monde. Fondées sur le tirage au sort, elles ont souvent démontré que l'introduction de tels mécanismes, à l'échelle locale ou à l'échelle nationale, pouvait permettre de rendre les décisions politiques à la fois plus efficaces et plus légitimes. S'il est compliqué d'apporter la preuve objective et définitive de la supériorité épistémique et politique des choix construits avec la participation des citoyens, de multiples exemples vont dans ce sens. C'est le cas en particulier des quelques dispositifs qui sont parvenus à coupler démocratie délibérative et référendum, à l'instar des assemblées citoyennes irlandaises.

Est-il possible d'ailleurs d'envisager une autre solution pour rester en démocratie ? C'est la légitimité de l'action politique qui est en jeu. Une grande partie des citoyens, dont le niveau d'éducation moyen s'est élevé, ne supportent plus d'être mis devant le fait accompli et vivent tout projet ou législation les affectant directement sur lesquels ils ne seraient pas consultés comme arbitraire. Si le choix de la délibération et de la participation citoyenne n'est pas fait, la seule option possible pour imposer sa politique devient la force. Et c'est à la répression ou à l'intimidation de la contestation qu'ont tendance à avoir recours aujourd'hui de plus en plus fréquemment des gouvernements qui ne savent pas obtenir autrement le consentement de leur population.

Refondre la démocratie représentative par la responsabilité des élus devant les électeurs

Renforcer la place des citoyens dans le processus démocratique en leur permettant d'être à l'origine des lois (que cela soit sous la forme d'un référendum d'initiative citoyenne ou d'une convention citoyenne), d'être associés à leur rédaction ou de les voter (comme lors d'un référendum classique) implique également de repenser le processus de représentation lui-même et de le rendre plus démocratique.

Jusqu'à ce jour a prévalu une conception de la représentation politique fondée sur la délégation par les citoyens de leur pouvoir d'agir aux représentants *via* le vote. Un tel acte de délégation suppose, on le sait depuis Locke, une confiance entre le représentant et le représenté. C'est cette confiance qui autorise le représentant à agir pour et au nom de ceux qu'il représente, dans l'intervalle entre deux élections. Si cette confiance n'existe pas, et elle existe aujourd'hui de moins en moins dans les sociétés contemporaines, il convient de la vérifier régulièrement au travers d'épreuves de légitimité, c'est-à-dire la mise en place d'occasions et de situations au cours desquelles le représentant élu vient présenter ses projets aux citoyens afin de recueillir leur sentiment.

L'élu garde le droit de ne pas en tenir compte dans la logique du gouvernement représentatif, mais il devra se justifier et ne peut plus faire comme si les citoyens approuvaient ses choix si ce n'est pas le cas. Pour les citoyens, ces échanges continus avec les élus sont aussi le moyen de mieux former le jugement qu'ils se font de l'action de leurs dirigeants, afin de pouvoir exercer leur droit de les confirmer ou non lors de l'élection suivante.

Face à la démocratie participative, de faux contre-arguments

L'introduction d'une dose significative de participation s'impose donc à la fois pour des raisons normatives – qu'est-ce qu'une démocratie dans laquelle les citoyens sont voués à rester passifs la quasi-totalité du temps en dehors des périodes électorales ? – et pour des raisons pragmatiques du point de vue des gouvernants. Le seul moyen disponible aujourd'hui, hormis la force, pour avoir une chance de convaincre les citoyens qu'une décision est bonne pour eux est en effet de les consulter, et dans l'idéal de construire avec eux l'action publique.

L'un des arguments principaux affichés aujourd'hui et hier par les élus pour ne pas retenir cette option est l'apparent désintérêt des citoyens vis-à-vis de la politique, que toutes les enquêtes démontrent. Les citoyens ne souhaitent nullement remplacer les élus, certes, mais lorsqu'ils se sentent affectés par une question, ils sont capables de se mobiliser, de s'engager et même d'enquêter pour résoudre le problème auquel ils sont confrontés. Chaque jour, des centaines de « publics » au sens du philosophe américain John Dewey – c'est-à-dire un ensemble de personnes mobilisées sur des affaires communes, dotées d'informations sur ces affaires et posant des jugements publics et communs à leur sujet – se constituent et démontrent le caractère vivant de la démocratie dans sa réalité non institutionnelle.

L'autre argument mobilisé contre la participation est celui de l'incompétence du nombre. Mais si les citoyens ordinaires sont jugés incompétents pour décider, pourquoi le seraient-ils moins pour choisir ceux qui vont décider à leur place ? L'idéal démocratique repose sur un axiome de compétence politique universelle. Dans les faits, l'observation montre que les citoyens impliqués dans des dispositifs de type « mini-publics » – représentant en miniature la population pour débattre d'une question, comme lors de la Convention citoyenne sur le climat – ne deviennent jamais des experts de la question qui leur est posée. Ils disposent cependant à chaque fois de suffisamment d'informations pour juger politiquement de cette question, ce qui est l'essentiel.

Des obstacles réels à prendre en compte

La professionnalisation du métier politique est l'un des obstacles principaux au renforcement de la démocratie participative et délibérative. Elle est aussi l'un des éléments de la crise démocratique contemporaine. Rien ne démontre que les représentants professionnels sont plus à même de définir l'intérêt général sur des enjeux essentiels que des citoyens suffisamment informés et à qui on a donné du temps pour y réfléchir collectivement. Si l'on analyse l'impuissance et l'indifférence des représentants élus vis-à-vis du dérèglement climatique ou de l'extinction du vivant à l'aune de ce qu'ont pu produire différentes conventions citoyennes sur le climat qui ont été organisées en France et en Europe, l'inverse se vérifierait plutôt...

Un autre obstacle doit être pris en compte, cette fois-ci plus sérieusement : celui de la disponibilité des citoyens pour l'action politique, disponibilité à la fois matérielle et mentale. Le

fonctionnement des sociétés capitalistes et consuméristes contemporaines implique une centralité des activités liées à l'économie. Depuis Hannah Arendt, nous savons que la condition politique, « l'action politique », n'est plus valorisée dans les sociétés contemporaines.

Comment le capitalisme nous infantilise, le titre de la traduction française d'un ouvrage trop méconnu de Benjamin Barber, semble résumer ce point : nous consacrons la majeure partie de notre temps aux activités productives, de loisirs, à la consommation et de plus en plus aux écrans. Cette captation de notre temps par les entreprises et de notre attention par les plateformes numériques implique logiquement une diminution du temps et de l'attention disponibles pour le suivi des affaires publiques et l'engagement politique.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les espaces participatifs ou délibératifs sont souvent peuplés de personnes âgées qui ont précisément ce temps que les autres n'ont pas. Dès 1789, Sieyès voyait dans l'indisponibilité physique des citoyens-producteurs l'une des justifications principales de la représentation politique. Les nations modernes, à la différence des cités antiques, ne reposant pas sur l'esclavage, seul un petit nombre d'individus pouvaient selon lui se consacrer à la politique.

Ne peut-on pas, cependant, envisager de penser différemment la distribution sociale du temps ? En permettant aux citoyens, comme cela se fait pour les jurés de tribunaux, d'être détachés pour une certaine durée auprès de la collectivité afin d'y exercer des tâches politiques ? En élaborant un statut du citoyen participant ou en conditionnant l'octroi d'un revenu minimum à l'engagement au service de la cité ?

Un manque criant de formation démocratique

Une dernière limitation à l'extension du domaine de la participation citoyenne doit enfin être considérée : l'acquisition des compétences nécessaires à l'exercice du métier de citoyen fait aujourd'hui largement défaut dans la société française. Cette affirmation peut sembler contradictoire avec l'idée émise précédemment selon laquelle il n'existe pas de compétences requises pour participer en politique. Nous pensons au contraire qu'il est à la fois possible de considérer que tous les citoyens sont également capables de produire des jugements politiques sur des questions parfois techniquement complexes, et de noter que peu, aujourd'hui, ont le sentiment que leur point de vue pourra être

entendu ou qu'ils seront capables de l'exprimer de manière convaincante.

Pour exercer son métier de citoyen, il faut en effet être sûr de son propre pouvoir d'agir ; avoir appris à travailler de manière coopérative avec d'autres ; à prendre la parole en public ; à écouter son interlocuteur sans chercher à l'interrompre ; à exprimer ses affects sans avoir peur ou au contraire à les retenir pour ne pas choquer celui auquel on s'adresse ; à passer des compromis ; à s'autolimiter dans ses demandes ; à faire preuve d'empathie et à accepter que la décision finalement prise ne soit pas celle que l'on avait souhaitée à l'origine de la discussion.

Tout ou partie de ces compétences et de ces « émotions démocratiques » peuvent s'acquérir ou se renforcer à travers la famille, mais aussi par l'entremise de l'école, du travail ou de structures d'éducation populaire. Malheureusement, en France, l'école semble aujourd'hui tournée vers d'autres objectifs que l'éducation à la citoyenneté – compétitivité individuelle, formation professionnelle, respect du savoir d'autorité, qualités de rédaction, acquisition de savoirs abstraits plutôt que de savoirs pratiques. Le système scolaire français ne joue ainsi pas sa fonction démocratique.

Simultanément, la capacité des milieux de travail et des structures d'éducation populaire à compenser cette absence de socialisation familiale ou scolaire à la participation politique s'est beaucoup affaiblie au cours des dernières années. Or, une démocratie sans citoyens disponibles et capables de participer au processus de décision n'est plus vraiment une démocratie.

L'enjeu de ce retour des citoyens ordinaires dans le processus de décision démocratique est, selon nous, considérable. Si la démocratie n'est qu'un mot et non une réalité pour la plupart, si elle relève exclusivement des professionnels de la politique ou d'institutions hors d'atteinte, fermées et sourdes à toute contribution externe, à quoi bon s'y intéresser ou la défendre ?

Au moment où, après la réélection de Donald Trump aux États-Unis, il est légitime de s'inquiéter sérieusement de la perspective d'un effondrement en cascade de l'ensemble des sociétés perçues jusqu'alors comme solidement démocratiques, il serait peut-être temps de transformer les concepts de « démocratie » et de « pouvoir citoyen » en réalités...

Cet article est tiré de l'ouvrage French Democracy in Distress. Challenges and Opportunities in French Politics (Palgrave

Macmillan, 2025), sous la direction d’Élodie Druez, Frédéric Gonthier, Camille Kelbel, Nonna Mayer, Felix-Christopher von Nostitz et Vincent Tiberj.

-  [démocratie](#) [citoyenneté](#) [autoritarisme](#) [démocratie participative](#) [« gilets jaunes »](#)
- [crise démocratique](#)

Events

More events

Jobs

Research Fellow, Mathematical Modeller

Visiting Professor - 2027 Australia-Korea Chair in Australian Studies at Seoul National University

Department Chair and Associate Professor/Professor of Media and Communication

Senior Manager, Professional Experience

More jobs

Editorial Policies

Community standards

Republishing guidelines

Analytics

Our feeds

Get newsletter

Who we are

Our charter

Partners and funders

Resource for media

Contact us

Consent preferences